

"Il faut durcir l'accès à l'assurance-chômage"

[Exp lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/il-faut-durcir-l-acces-a-l-assurance-chomage_2027612.html](https://www.lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/il-faut-durcir-l-acces-a-l-assurance-chomage_2027612.html)

Nicolas Bouzou, *L'Express*, 25 juillet 2018



La façon d'indemniser le chômage et le niveau de l'emploi dans un pays sont deux données liées. Explications.

Dans son discours de Versailles, [Emmanuel Macron](#) a "invité" les partenaires sociaux à [revoir les règles d'indemnisation du chômage](#) pour qu'elles encouragent davantage la reprise d'emploi. Le président de la République s'oblige ainsi à un test grandeur nature : l'exécutif, même après avoir perdu une partie de son capital politique, est-il encore capable de réformer avec clairvoyance et courage, comme il l'a fait avec les [ordonnances de la loi Travail](#), la fiscalité du capital, la formation continue et une partie de la [loi Pacte](#) ? Ou, comme sur les questions de finances publiques, par exemple, va-t-il capituler au prétexte inavoué que "c'est trop dur" ? Car, pour réformer l'assurance-chômage, le gouvernement et le Parlement auront besoin de beaucoup de clairvoyance et d'énormément de courage.

Le paradoxe de l'emploi

Beaucoup de clairvoyance, donc. La situation du marché du travail est caractérisée par un paradoxe : 9,2 % de la population active était au chômage en France au premier trimestre 2018, selon l'Insee. Pourtant, d'après l'excellent bulletin conjoncturel que [Bpifrance](#) vient de publier, 41 % des entreprises de moins de 250 salariés déclarent "d'importantes [difficultés de recrutement](#)". C'est dix points de plus qu'il y a un an et un sommet depuis 2002.

Cette situation pose un triple problème. Problème social, d'abord : le [chômage](#), surtout

quand il dure, comme en France, entraîne déqualification et perte de revenus. Je rappelle que 45 % des demandeurs d'emploi sont au chômage depuis plus d'un an. Problème économique, ensuite : la croissance du PIB de la France n'atteindra même pas 2 % cette année, et, déjà, beaucoup d'entreprises ne peuvent plus produire davantage, car elles ne trouvent pas de collaborateurs. C'est simplement stupide. Problème financier, enfin : même si le déficit de l'assurance-chômage se réduit, sa dette a atteint 33,5 milliards d'euros en 2017. Le président a ainsi mille fois raison de trouver la situation insatisfaisante.

Que veut-il faire ? Pour l'heure, le gouvernement et les partenaires sociaux ont discuté des promesses de campagne d'Emmanuel Macron : l'ouverture des droits aux démissionnaires et aux indépendants. Au risque de fâcher certains lecteurs, j'ai toujours été radicalement opposé à cette proposition, que le gouvernement a d'ailleurs édulcorées au maximum. Démissionner est un droit absolu des salariés. La contrepartie de ce droit, c'est qu'ils ne perçoivent pas de revenu. On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. Quant aux indépendants, c'est à eux de se couvrir contre le risque d'échec de leur activité.

Les effets de l'indemnisation sur l'emploi

Venons-en au coeur du sujet, de ce qui fera polémique et demandera à l'exécutif énormément de courage : oui, il existe un lien entre le mode d'indemnisation du chômage et le niveau de l'emploi, d'où la combinaison, en France, d'un chômage de masse et de difficultés de recrutement.

Le mauvais calibrage de la formation continue porte une part de responsabilité, mais pas la totalité. Comme le rappelle l'économiste Bertrand Martinot, la France se situe au-dessus de la moyenne européenne en termes de ratio de remplacement (qui rapporte l'indemnisation perçue au dernier salaire) "net" d'impôts et de cotisations, de durée maximale d'indemnisation et de conditions d'éligibilité au chômage. De nombreux pays ont modifié les paramètres, notamment l'Allemagne de Schröder (1998-2005).

D'après la littérature académique, une augmentation de 1 point du ratio de remplacement entraîne une augmentation de 0,5 à 1,5 % de la durée du chômage. L'allongement de la durée d'indemnisation a des conséquences similaires. Ces effets sont particulièrement nets pour les personnes bien formées qui perçoivent des rémunérations élevées, comme les cadres. Eh oui, disons-le clairement : de nombreux cadres abusent de l'assurance-chômage. Il faut changer cela dans l'intérêt général.